

Le Monde

étranger

CORÉE DU SUD

L'assassin du président Park et six co-accusés sont condamnés à mort

De notre correspondant

Tokyo. — Je suis heureux d'annoncer que les six co-accusés de l'assassinat du président Park ont été condamnés à mort. Le verdict a été prononcé par la Cour suprême de la République de Corée du Sud, le 14 septembre 1979. Les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979. Les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979.

Il est intéressant de noter que les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979. Les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979.

Il est intéressant de noter que les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979. Les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979.

Il est intéressant de noter que les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979. Les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979.

INDE

Mme Gandhi en campagne

«Elle doit venir... Elle arrive!»

A deux semaines des élections générales, le 3 et 4 janvier 1980, la campagne électorale bat son plein en Inde. L'ancien premier ministre, Mme Gandhi, tente à cette occasion de reconquérir le pouvoir. Delhi. — Dans la nuit douce, presque fraîche, de l'hiver indien, deux voix s'élèvent et se répondent en un duo lancinant. C'est l'Inde et de la capitale. C'est l'Inde et de la capitale. C'est l'Inde et de la capitale.

De notre correspondant

Il est intéressant de noter que les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979. Les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979.

Il faut être dur

Il est intéressant de noter que les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979. Les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979.

Image contrastée de la non-violence indienne.

Il est intéressant de noter que les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979. Les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979.

Il faut être dur

Il est intéressant de noter que les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979. Les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979.

CAMBODGE

Des milliers de réfugiés sont morts de faim et de maladie dans une «base de la résistance»

De notre envoyé spécial

Sot-Sam (Cambodge). — Décor obscur et rudimentaire d'un Front national de libération du peuple khmer (FNLKP) languit, ventré d'un long et saugrenu cauchemar. C'est à cette époque que les autorités militaires de Sot-Sam ont été tuées. Les réfugiés sont morts de faim et de maladie dans une «base de la résistance».

Il est intéressant de noter que les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979. Les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979.

LA SOLIDARITÉ

AVEC LE VIETNAM

Que pensent les responsables des années 1960 ?

Il est intéressant de noter que les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979. Les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979.

Il est intéressant de noter que les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979. Les six accusés ont été condamnés à mort pour avoir participé à l'assassinat du président Park, le 26 octobre 1979.

Le prince Sihanouk se rendra en février à Singapour

Après des négociations difficiles à Paris, le prince Norodom Sihanouk et le gouvernement de Singapour ont signé un accord pour que l'ancien chef de l'Etat du Cambodge se rende à Singapour en février. Le prince Sihanouk se rendra en février à Singapour.



LE GRAND ATLAS DE L'HISTOIRE MONDIALE

Un cadeau grand comme le monde

Albin Michel

DIPLOMATIE

Paris cherche une nouvelle formule pour les relations entre la Grande-Bretagne et la Communauté

Faut-il faire une Europe sans le Grand-Bretagne ? Au-delà des mécomptes immédiats de la Communauté, la question est désormais posée dans les milieux dirigeants français. Les exigences de Mme Thatcher sur son conseil européen de Dublin ont été, tant pour le fond que dans la forme et contraires à ce qui est le principe même du fondement de la construction européenne : la préférence communautaire — qu'elle ne pourra plus être totalement esquivée. Les Britanniques en trompent lorsqu'ils croient qu'ils obtiendront que leur revendication soit satisfaite en tapant sur la table comme le fit de Gaulle lors de la crise de 1965-1966. Ils ne se demandent pas d'après, alors que le traité est signé, pourquoi ils ne peuvent pas l'avoir beaucoup, maintenant, et sans l'habileté, supposée, qui pourrait offrir le

des politiques communes. Im-
plétable que ces huit parlemen-
taires durement éprouvés dans les
cas pétroliers, puissent demander
des milliards à leurs Parlements à
bénéfice du seul Etat de la Com-
munauté qui en profite ?

Même l'Allemagne fédérale, qui
fréquentait le plus saine de la Com-
munauté, qui se tenait ferme « sur
porter » de « subside » et qui
ne cédera pas plus à Mme Thatcher
ou prochain Conseil européen de
Bruxelles qu'elle ne le fit à celui
de Dublin — du moins en est-elle
persuadée à Paris. Le voudrait-il
M. Schmidt, dont le pays sera, quel
que soit la solution, le plus gros
payeur, ne pourra se montrer pro-
fiteur de la « solution » d'un schéma
électoral difficile.

Un marchandage général est en

diplomatique est devenue très active en 1973, pendant la courte période où était la Grande-Bretagne. Elle s'est admise dans la Communauté, avait à sa tête un gouvernement franchement « européen ». Il n'est d'autre part guère douteux que l'union européenne ne pourra se constituer que par la voie confédérale, c'est-à-dire par une coopération de coopération politique, et non par la voie communautaire et fédérale. Aussi estimet-on à Paris que la formule à explorer, et qui pourrait tenter la Grande-Bretagne, tient dans ce que l'on appelle l'« association-participation ». Il faut, semble-t-il, entendre par là une association économique, qui soit une coopération de l'inspiration de la Grande-Bretagne dans la Communauté — et la participation à la coopération poli-

Grande-Bretagne
NOUVEL ÉCHEC POUR M. CALLAGHAN
L'exécutif du parti travailliste
adopte une résolution très anti-européenne

Londres. — L'ensemble du parti travailliste, dominé par la gauche, a approuvé, mercredi 19 décembre, une résolution fortement anti-européenne, recommandant notamment d'étudier la possibilité d'un retrait du Royaume-Uni de la Communauté. Le Secrétaire général, Percival, invite le gouvernement à refuser tout paiement de taxes communautaires, et ne plus participer aux réunions des ministres des Affaires des Neuf, et lui conseille d'apporter des amendements à la loi britannique sur les Communautés européennes, en vue de rétablir l'indépendance du pouvoir du Parlement national.

D'autre part, la gauche a marqué un autre point en faisant adopter une motion recommandant la réintégration dans son emploi de Bill Logan, le fils de M. Robinson, délaissé d'ailleurs légalement par la direction pour avoir combattu le programme de sauvetage de l'entreprise, accepté par le comité d'entreprise et les syndicats. M. Callaghan s'était déclaré opposé à la motion, ainsi que le représentant du syndicat des métallurgistes, qui

Ainsi, la pression de la gauche s'accroît au sein du Labour affectant sensiblement l'autorité de M. Callaghan, dont beaucoup d'amis préfèrent à qu'il soit remplacé par un homme plus jeune et plus combative, par exemple M. Healey. Dans l'immédiat cependant, un compromis semble s'ébaucher entre la gauche et la droite, visant à agencer une représentation parlementaire électorale en majorité modérée, à l'instar de la commission chargée de préparer une réforme fondamentale des structures du parti.

HENRI PIERRE

Italie

Crise au sein de la direction du parti socialiste

De notre correspondant

Rome. — Le parti socialiste italien traverse une crise aiguë. Son secrétaire général, M. Bettino Craxi, est fortement contesté par plusieurs dirigeants de premier plan OMM, de Martino, Mancini et Lombardi, ainsi que par son propre adjoint, M. Claudio Signorile. Ses adversaires souhaitent ouvrir le feu dès ce jeudi 26 décembre à la direction du P.S.I., quitte à obtenir une clarification définitive au comité central de la mi-janvier ou même lors d'un congrès extraordinaire qui serait convoqué au printemps.

Les socialistes semblaient pourtant traverser une phase favorable à l'occasion de leur congrès national, qui s'est tenu à Paris, transformée en quasi-manifestation. Le tandem Cauti-Bignardi a été élu président et le meilleur du parti et incarnait une stratégie en deux temps, moins radicale que celle de la gauche prônant dans l'immédiat un renouveau démocratique, mais dans la perspective d'une future « alternative de gauche ». Proclamant que cette option était celle de la démocratie chrétienne et du parti communiste, il espérait en outre sembler aux électeurs à l'approche du printemps prochain, et, pour la première fois, la présidence d'un gouvernement.

ROBERT SOLÉ

A travers le monde

Pakistan

● LE GÉNÉRAL ZIA UL HAQ a promulgué, mardi 18 décembre, un nouveau décret interdisant la publication de renseignements relatifs à la répression des personnes, « même s'ils sont vrais et d'intérêt public ». Une telle publication est passible de cinq ans de travaux forcés et d'une amende de 100 000 roupies. Elle est édictée par la presse et les organisations de défense des droits civiques, le chef de l'Etat avait répliqué qu'il entendait « protéger les citoyens responsables contre les journalistes irresponsables ».

Rhodésie

● L'ACCORD SUR LA REOCCUPATION sera officiellement signé vendredi 11 décembre, à midi, à Londres, et annoncé le même jour, par l'intermédiaire de médias étrangers. Le cérémonisme de signature qui devait initialement avoir lieu mercredi, puis ce jeudi matin, avait été ajourné après que le premier ministre britannique, Lord Churchill, et Abel Muscovici, eut demandé une clarification des concessions à faire, selon lui, par la Grande-Bretagne au Front patriotique rhodésien (le 10 et le 30 décembre). (A.E.P.)

Turquie

● L'ÉTAT DE SIÈGE, en vigueur dans dix-neuf des soixante-sept provinces du pays depuis les émeutes sanglantes de Kanranmumara (14) fondée le 24-25 décembre 1971, a été révoqué pour deux mois, mercredi 19 décembre, à la quasi-unanimité par le Parlement birman. Le ministre de l'Intérieur, M. Mostafa Gulcigil, a déclaré « encourageante » cette attitude des parlementaires, et a demandé que les militaires « aient à l'esprit de voter les projets de loi antiterroristes ».

Calculatrices
scientifiques
depuis 95 F.

Duriez, premier spécialiste indépendant des constructeurs de calculatrices, propose aux étudiants et lycéens toutes les calculatrices scientifiques, fiables et vraiment performantes dans leurs catégories à des prix promotionnels :

Modèles de base avec Trigo e Log. 95 F. tte.; programmables 239 F. tte.; statistiques, 269 F. tte. etc. Satisfaction sous huit jours ou remboursement.

Prix spéciaux (rabais) pour quantités. Consulter Duriez.

chez Duriez
132, Bd St-Germain, Métro Odéon
St-Michel et R.E.R. Luxembourg
T.l.f. 8 à 19 h. sauf dim., lun.

Cartier
les joailleries
13 rue de la Paix
12 avenue Montaigne
Hôtel Hilton
seront ouvertes
le dimanche 23 décembre
de 10 h à 19 heures.

**saphirs jaunes
et topazes bleues**

Si le plus commun des topazes est jaune, le plus raffiné est vert. Veddette fidèle de minéralogie dans une fleur maigre en scène par **Michel CABROUX**, ce fait partie du ballet des gemmes taillées. Le diamant-compagnon de pierres cristallines et de pierres soyes par les yeux. L'éclat des heures sous les splendeurs des saphirs jaunes, des grenats verts et d'autres pierres incantées, pierres. Et vous comprendrez que le plus beau spectacle d'été (à partir du 5 août) donné à la **Galerie Michel CABROUX**, 16 et 29, rue Saintgildard, Paris

Réty
solde

50% sur toute sa collection
HOMMES et FEMMES
54 Rg St-Honoré, de 10 h à 19 h
FEMMES
Galerie du Claridge
74 Champs Elysées, de 10 h à 21 h

L'Islam

et sa civilisation

André Miquel

De Mehmet à nos jours

L'auteur nous entraîne à la suite de centaines de millions d'hommes ralliés sous la bannière de l'Islam, l'une des plus grandes religions qui inspira des civilisations dont l'influence se manifeste particulièrement aujourd'hui.

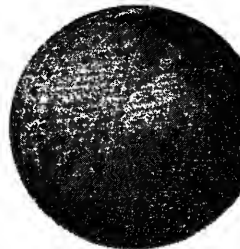
A cette lecture on comprendra mieux l'ambiguïté du monde musulman contemporain, tiraillé entre un passé de nomadisme arabe et les progrès du monde moderne. De la confrontation de ces tendances contradictoires naissent les explosions et les révolutions actuelles.

Armand Colin

Liqueurs SOFALIS

Crème sapote - Crème banane
Crème ananas
et toute la gamme des liqueurs à l'orange
EXPÉDITION PAR COLIS POSTAL :

SOFALIS - USINE DU ROBERT
97231 ROBERT - MARTINIQUE



Meridien Guadeloupe. Martinique.

Baignés par la Mer des Caraïbes, deux havres de paix aux noms enchanteurs : la Martinique et la Guadeloupe. Longues plages bordées de cocotiers, flore exotique, les Antilles françaises vous accueillent aux Meridien Guadeloupe et Martinique.

Dans un environnement magnifique, vous y trouverez le plus grand confort. Vous avez le choix parmi les nombreuses activités sportives : tennis, piscine, golf, ski nautique, voile, plongée, pêche... Les restaurants raviront les fins palais et vos soirées seront rythmées d'excellentes Chânes et accueil français se mêlent aux traditions locales pour votre plaisir.



Reservations et Informations :
votre agence de voyages, votre agence Air France
ou à Paris : 75715.70.

AMBIANCE Tout pour l'enfant

Layette
Meubles - Jouets

27, rue Barbès
97110 Pointe-à-Pitre



DANS VOTRE VERRE... TOUT LE SOLEIL DES ANTILLES !

Crème Sapote
Crème Café
Crème Cacao
Crème Vanille
Crème de Banane
Crème d'Ananas
Crème de Mandarine

Hot Punch Coco
Punch au Coco
Punch Vieux
Punch Blanc
Anisette
Shrub

PRODUITS ET MIS EN BOUTEILLES A LA MARTINIQUE PAR

SOJADE

Quartier Lourdes - 97224 DUCOS - Martinique

Tél. : 76-13-82

Télex : LAFOUL 019 687 MR

Les Gaulois ne sont plus leurs ancêtres

Que contiendra exactement le « plan culturel de la France créole » dont M. Paul Dijoud a annoncé l'élaboration au cours de la tralalme conférence interrégionale des Antilles et de la Guyane, qui a eu lieu à Fort-de-France au mois d'octobre ? Pour l'instant, se pose la question.

M. Dijoud a indiqué qu'il est son mobile : « Le gouvernement estime qu'il a trop longtemps laissé à ses adversaires la plus résolue la manœuvre de réfléchir sur le problème culturel. Nous nous engageons donc résolument dans une réflexion qui doit déboucher sur l'action et nous permettrait de répondre aux aspirations des jeunes des départements d'outre-mer. »

Le secrétaire d'Etat a aussi justifié son intérêt pour la « dimension culturelle » des orientations gouvernementales : « Pourquoi ignorer que dans un jeune Antillais il y a à la fois l'héritage africain, l'héritage européen de l'esclavage, l'héritage américain, mais aussi l'héritage français, bien vécu et profond. Pourquoi vouloir, ainsi que certains l'ont fait trop

longtemps, ignorer l'héritage créole et faire des Antillais les derniers descendants des Gaulois ? »

Enfin, M. Dijoud a esquissé les structures qu'il se propose de mettre en place : « Nous allons créer une commission de la France créole qui comprendra une solennité de membres et aura pour mission de répertorier le patrimoine culturel antillais et de proposer des solutions adéquates pour le protéger. Nous créerons également une association de la France créole qui regroupera tous ceux qui ne veulent pas nier leur appartenance à la culture française. »

Mais le secrétaire d'Etat attendra-t-il ses objectifs ambitieux ? Pour l'instant, la commission qui doit être constituée en Martinique n'a pas encore vu le jour. « La liste de ses membres sera prête pour la fin de l'année », indique-t-on simplement à la préfecture.

À la Martinique, comme dans les autres départements et territoires d'outre-mer, les problèmes culturels se posent, en fait, en des termes éminemment politiques.

breif et les réduire au néant le plus absolu, ne nous intégrer de la décolonisation la plus réussie de l'histoire. »

M. Ernest Pépin, pour sa part, écrit dans une lettre ouverte au secrétaire d'Etat : « Les peuples transplantés dans des colonies ont échangé la culture française et c'est précisément ce changement-là qui fait la culture martiniquaise. Et M. Ernest Pépin de citer Charles Fourier : « La culture n'est pas une question d'éthnicité mais de choix, une idéologie, une discipline, une rigueur et passion... » M. Ernest Pépin ajoute : « A tout faire nous devons tout ce que la Martinique compte d'artistes dans tous les domaines : cinéma, peinture, théâtre, danse, musique, etc. Le facteur culturel sera alors de vecteur à la revendication politique, jusqu'à nous confondre avec elle, presque à n'exister que par elle. »

La culture, enjeu et vecteur politique

Voilà donc en quelques lignes politiques ce que le problème culturel à la Martinique. Mais ce débat politique ne répond pas, en fait, à la question essentielle : existe-t-il une culture antillaise, et quels en sont les composants, les caractéristiques, les éléments essentiels ? Quand on pose ces questions à un Antillais il semble toujours embarrassé. Les réponses sont parfois dures et inattendues.

M. Hermann Saint-Prix, pharmacien, rédacteur d'une large magazine affiliée au Grand Orient de France, exprime un certain scepticisme : « Il faudrait chercher notre culture martiniquaise et peut-être sans beaucoup d'espoir. En dehors des Léon, Contes, et autres, il n'y a rien de quelques groupes de plus en plus rares, des danseurs de « hante laille » et de « bel » pas encore martiniques, il est difficile de dénicher cette antillaisité tant revendiquée », déclare-t-il. Pour lui « ce ne sont pas les artistes de style de M. Edouard Glissant. (2) qui le démontrent de ses parades de la France hexagonale. Quant à M. Césaire, poète lumineux de renommée internationale, il s'en demeure pas moins très « accidenté » par la pensée et le discours. »

M. Hermann Saint-Prix est encore plus sévère pour le folklore : « Notre identité locale du folklore est un complot de paille, la légende n'étant n'être que des danses éphémères de prosaïques... »

Mme Jacqueline Léger, conservateur de la bibliothèque Schoelcher, qui présida la commission culturelle au dernier colloque de M. Dijoud, se montre beaucoup plus mesurée : « Pour juger de

l'origine de notre musique et inventer ce qu'il en reste, il faudrait sans doute un ou plusieurs musicologues, dit-elle. En fait, la commission régionale qui doit se mettre en place peut, à l'occasion de l'année du patrimoine, rechercher et protéger tout ce qui fait notre culture et qui ne paraît être très important. La culture est un tout individuel, une sensibilité, et il est certain que le vécu antillais est différent de celui des Français de l'Hexagone. »

L'action de M. Jean-Paul Césaire, le patron du SERMAC, qui régit sur quatorze centres culturels situés dans tout le département, est un vaste parc floral et culturel situé en pleine ville, et où fonctionnent quinze ateliers allant de la danse à la vannerie, en passant par la sérigraphie ou le modelage, s'inspire de la culture martiniquaise. M. Panon : « En régime colonial, un homme cultivé est un homme anticolonialiste. Et c'est donc pour lui d'opposer le pouvoir en place, qui gère à la fois l'économie et les idées par l'intermédiaire de l'école et des mass media, à un contre-pouvoir qui saurait pour but de « désaliéner » le peuple martiniquais. D'où une action continue pendant toute l'année, conduite en juillet par l'organisation du Festival culturel de Port-de-France, reconnue comme la plus grande manifestation culturelle des Petites Antilles. Un Festival au cours duquel, pendant un mois, il n'est

question que de « désaliéner ». Outre les troupes itinérantes (françaises, américaines, espagnoles, portoricaines, etc.), s'y produisent tout ce que la Martinique compte d'artistes dans tous les domaines : cinéma, peinture, théâtre, danse, musique, etc. Le facteur culturel sera alors de vecteur à la revendication politique, jusqu'à nous confondre avec elle, presque à n'exister que par elle. »

Quant, dans le même esprit, M. Jean-Paul Césaire annonce l'ouverture, en janvier, d'un « atelier aux énergies nouvelles » afin d'étudier les possibilités d'exploitation énergétique, en Martinique, du soleil, de l'éolien, des vagues ou des sources d'eau chaude d'origine volcanique, son objectif est aussi politique qu'économique. En effectuant des recherches dans ce domaine, le SERMAC désire, en effet, contribuer à favoriser l'instauration d'un mode de vie original, qui accorderait le caractère spécifique de la société antillaise, déjà fortement affirmé par la richesse des traditions locales, qu'il s'agisse des traditions culinaires, vestimentaires, artistiques, musicales et linguistiques.

Pour les jeunes Martiniquais qui appuient ces initiatives — et qui ne se considèrent plus, depuis bien longtemps, comme les descendants des Gaulois — cette quête ethnologique-spirituelle vise à former un « homme antillais » qui soit « culturellement différent » de l'« homme métropolitain » de la culture française, qui soit « culturellement différent » de l'« homme antillais » du monde occidental. L'affirmation de cette identité débouche largement du cadre tracé par les premières orientations fort ambiguës retenues, au mois d'octobre dernier, en conclusion du colloque de Port-de-France (recensement et développement des études sociologiques, linguistiques, culturelles, inventaire des richesses du patrimoine historique, etc.).

Si les intentions de M. Dijoud dans le domaine culturel indiquent une évolution positive de la part des pouvoirs publics, elles se heurtent, toutefois, au handicap d'être exprimées bien tardivement. Pas au pouvoir culturel qui débute aujourd'hui l'opposition, principalement le P.F.M., le secrétaire d'Etat apparaît isolé et désarmé.

FIRMIN RENEVILLE.



Banque des Antilles Françaises

S.A. Capital Frs. 10.861.000

SIÈGE SOCIAL ET AGENCE : 8, rue Magellan 75008 PARIS
Présidence-Direction Générale à POINTE-A-PITRE (Guadeloupe)

AGENCES AUX ANTILLES FRANÇAISES

EN MARTINIQUE

EN GUADELOUPE

FORT-DE-FRANCE (Direction)
RUE LAMARTINE
RUE SCHOELCHER
CITÉ DILLON

POINTE-A-PITRE (Direction)
BASSE-TERRE
Z.I. JARRY
MARIGOT (Ile de St Martin)

CAPESTERRE
LE MOULE

La Banque des Antilles Françaises est associée à la
BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS
et au CRÉDIT LYONNAIS

N'hésitez pas à faire appel à ses services pour tous vos problèmes bancaires
en MARTINIQUE et GUADELOUPE

Place de l'Or
Rond-Point
St-Germain
* Porte Maillot
* Party 2 Cerny
* Vélizy 2
* Créteil
Lyon 6
Nice 9
* Strasbourg
* Ajaccio
* St-Etienne

Magasins
et lund

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

LE MONDE — Vendredi 21 décembre 1979 — Page 11

ancêtres
tout un monde de cadeaux

LANCEL

Place de l'Opéra
Rond-Point des Champs-Élysées
St-Germain-des-Prés 43 rue de Rennes

* Porte Maillot Palais des Congrès

* Party 2 Centre commercial

* Vélizy 2 Centre commercial

* Créteil-Soleil Centre commercial

Lyon • 16 rue de la République
• La Part-Dieu Centre commercial

Nice 9 avenue Jean Médecin

* Strasbourg 9 place Kléber

* Ajaccio cours Grandval

St-Etienne Centre Deux

Magasins ouverts dimanche 23*
et lundi 24 décembre

Banque
s Antilles
ançaises

Le Monde

M. Franco

Une quinzaine d'années
directe et partager a
consensus, il n'est pas
lique d'ailleurs de la F
répondre de sa responsa
l'impact de la ou ce qui
répondre de sa responsa
confirmer l'intérêt de
pour le changement de
MM. Messager, Guena et
les membres de la limite d
ture en Afrique. Les ora

[illegible][illegible][illegible]

M. GALLEY : nous ne n
 à nos em

1

1

Le Monde

politique

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. François-Poncet : l'Afrique aux Africains, ce n'est pas l'Afrique aux autres

Une quinzaine d'orateurs et guère plus d'auditeurs ont participé au « grand débat » politique africain de la France. Aux discours redondants et superficiels que perdurent, l'opposition — au ce qui en tenait lieu — a répondu par des réquisitoires outranciers ou confus. Le seul intérêt des propos échangés a tenu à l'échec de ces courts débats. M. Messmer, Guéna et François-Poncet sur les mœurs et les limites de l'intervention militaire en Afrique. Les orateurs du R.P.R. qui

ont une longue expérience du continent, ont fait de prudentes remontrances sur les limites ou l'insuffisance de certaines « coups de pouce » — notamment au Tchad, dont M. Messmer voit venir sous des couleurs très sombres. Au tour du débat, le ministre des affaires étrangères leur a donné acte que l'intervention « ne doit pas être un procédé habituel ». C'est bien le moins, en ce sens.

Du côté de l'opposition, M. Chevènement avait le redoutable honneur de prononcer la réquisitoire et de dire quelques lignes sur le

tirer de l'affaire des diamants. Il n'a fait dans son style brouillon et décomposé, affolant, une argumentation qui est du côté de la réussite — ce qui semble chose aisée — qu'à mettre en face le ministre des affaires étrangères. Celui-ci, en déclinant la « pétition » et la « médiocrité » de l'intervention, est parvenu à abaisser encore le niveau du débat.

Bref, du moins, le nombre de comique trouper du général Bégard balayant d'une main générale les revers d'un complet veston

évoquant ses trente mille en Centrafrique — « Avec le lieutenant Bokassa, mes respects mon colonel... ». Le tout pour conclure, ce qui n'était pas si mal vu. « Nous ne sommes pas sortis de l'ambassade ».

Sans cet instant de détente, les très rares auditeurs — un seul diplomate africain assisté à la séance de nuit — auraient succombé à la dispersion qu'inspire le spectacle de la représentation nationale débattant d'un sujet important.

P.-J. FRANCESCHINI.

Le débat sur la politique africaine de la France s'est ouvert mercredi 19 décembre par une déclaration du ministre des affaires étrangères.

M. FRANÇOIS-PONCET résume les objectifs poursuivis par la France sur le continent africain et indique notamment : « De prime, que l'on cesse les procès d'intention, les sélections idéologiques, réductrices et abusives, les citations prêtes et toutes choses qui voudraient embarrasser ou désorienter pour des raisons que nous ne comprenons pas. La France ne poursuit aucune visée hégémonique, de quelque nature ou sous quelque forme que ce soit. Elle n'a ni visée, ni rôle, ni d'impérative de la France dans les affaires des pays africains. Nous nous intéressons tout simplement au choix des peuples. Notre seule est de respecter la souveraineté de nos partenaires ».

Abordant les problèmes de sécurité, M. François-Poncet indique que ceux-ci ont été brûlément changés de nature en 1979. « Il nous a été demandé deux aspects. Le premier, déclaratif, est que l'on cesse les pratiques coloniales, les menaces, les intimidations, et pour la première fois depuis cette époque, nous sommes retournés, nous sommes retournés en Afrique de véritables coopérateurs, nous sommes retournés en Afrique de véritables coopérateurs, nous sommes retournés en Afrique de véritables coopérateurs ».

« Le second est que se sont constitués et là, dans des pays qui n'ont aucunement subi nos usages, d'importants arsenaux d'armes modernes, nous sommes retournés en Afrique de véritables coopérateurs, nous sommes retournés en Afrique de véritables coopérateurs ».

M. GALLEY : nous ne nous déroberons jamais à nos engagements

« Aujourd'hui, déclare M. GALLEY, ministre de la coopération, un accord rétrospectif nous a permis de réviser la politique africaine de la France. Ce n'est pas un accord rétrospectif, mais un accord rétrospectif, nous sommes retournés en Afrique de véritables coopérateurs, nous sommes retournés en Afrique de véritables coopérateurs ».

M. MESSMER (R.P.R.) : intervention militaire et échec politique

M. MESSMER (R.P.R., Moselle) évoque la situation qui règne au Sahara occidental et au Maroc. Plus il indique : « Chacun essaie naturellement d'en tirer le meilleur parti de son camp, avec d'autant plus d'espoir de réussir que

d'abord, on a l'intention de ses premières interventions militaires, nous sommes retournés en Afrique de véritables coopérateurs, nous sommes retournés en Afrique de véritables coopérateurs ».

« Au Tchad, nous sommes retournés en Afrique de véritables coopérateurs, nous sommes retournés en Afrique de véritables coopérateurs ».

« Au Tchad, nous sommes retournés en Afrique de véritables coopérateurs, nous sommes retournés en Afrique de véritables coopérateurs ».

M. GREMETZ (P.C.) : des protectorats

Selon M. GREMETZ (P.C., Somme), la France se doit d'être le partenaire privilégié de l'Afrique, dans le domaine de la coopération. Il faut, déclare-t-il, que nous nous appuyions sur tous les peuples dits « sous-développés » pour leur offrir un véritable service international. « Évoquant et le respect de l'indépendance des peuples africains, de la France, il observe : « Diamant sans attendre que renverser Datcha pour installer Bokassa, puis renverser Bokassa pour réinstaller Datcha, nous sommes retournés en Afrique de véritables coopérateurs, nous sommes retournés en Afrique de véritables coopérateurs ».

« Le député communiste affirme aussi que la « politique d'extension » du gouvernement français vis-à-vis du monde africain est la politique des grandes forces françaises : maintenir ou pousser des régimes qui s'accommodent de la domination néo-coloniale, entraver le mouvement d'émancipation sociale et politique des peuples africains, être la pointe avancée de

MM. CHEVÈNEMENT (S.D.) ET JEAN FRANÇOIS-PONCET polémique

S'adressant à M. GALLEY, M. CHEVÈNEMENT (P.S., Territoire de Belfort) déclare : « Il est plus urgent de faire un long séjour à Bangui que de venir justifier une politique devant les élus du peuple ». Il ajoute : « Il est évident que certains socialistes, notamment à l'Assemblée nationale, ont une vision très limitée de la situation africaine ».

M. MESSMER (R.P.R.) : intervention militaire et échec politique

M. MESSMER (R.P.R., Moselle) évoque la situation qui règne au Sahara occidental et au Maroc. Plus il indique : « Chacun essaie naturellement d'en tirer le meilleur parti de son camp, avec d'autant plus d'espoir de réussir que

pas de ceux qui s'opposent à toute intervention militaire outre-mer et qui se respecte le courage civique et celui de l'État. Ce n'est pas le courage physique de ceux qui agissent sur le terrain. « Mais, observe-t-il, l'acte de force en Afrique doit avoir un motif d'urgence, d'urgence, d'urgence ».

« Ce fut le cas au Zaïre, ce n'est le cas d'aucune des trois interventions actuelles : Tchad, Mauritanie, Centrafrique », M. Messmer conclut que l'intervention militaire ne doit pas devenir un procédé habituel. Il ajoute : « Une intervention militaire est toujours la conséquence d'un échec diplomatique et il est rare qu'elle puisse le réparer ».

« L'impérialisme », M. Grementz déclare en conclusion : « Il n'est pas admissible que nous soyons en Afrique des pays africains comme des protectorats ».

M. GRANET (app. U.D.F., Moselle) observe que dans le débat, il s'agit de l'Afrique mais aussi de la France. « La France, précise-t-il, qui peut obliger et se reconnaître, s'engage et se reconnaît ».

« La France qui ne renonce pas à l'indépendance de ses partenaires et à sa primauté », M. Grementz observe que dans le débat, il s'agit de l'Afrique mais aussi de la France. « La France, précise-t-il, qui peut obliger et se reconnaître, s'engage et se reconnaît ».

« Le député communiste affirme aussi que la « politique d'extension » du gouvernement français vis-à-vis du monde africain est la politique des grandes forces françaises : maintenir ou pousser des régimes qui s'accommodent de la domination néo-coloniale, entraver le mouvement d'émancipation sociale et politique des peuples africains, être la pointe avancée de

MM. CHEVÈNEMENT (S.D.) ET JEAN FRANÇOIS-PONCET polémique

S'adressant à M. GALLEY, M. CHEVÈNEMENT (P.S., Territoire de Belfort) déclare : « Il est plus urgent de faire un long séjour à Bangui que de venir justifier une politique devant les élus du peuple ». Il ajoute : « Il est évident que certains socialistes, notamment à l'Assemblée nationale, ont une vision très limitée de la situation africaine ».

M. MESSMER (R.P.R.) : intervention militaire et échec politique

M. MESSMER (R.P.R., Moselle) évoque la situation qui règne au Sahara occidental et au Maroc. Plus il indique : « Chacun essaie naturellement d'en tirer le meilleur parti de son camp, avec d'autant plus d'espoir de réussir que

évoquant ses trente mille en Centrafrique — « Avec le lieutenant Bokassa, mes respects mon colonel... ». Le tout pour conclure, ce qui n'était pas si mal vu. « Nous ne sommes pas sortis de l'ambassade ».

Sans cet instant de détente, les très rares auditeurs — un seul diplomate africain assisté à la séance de nuit — auraient succombé à la dispersion qu'inspire le spectacle de la représentation nationale débattant d'un sujet important.

« Le député communiste affirme aussi que la « politique d'extension » du gouvernement français vis-à-vis du monde africain est la politique des grandes forces françaises : maintenir ou pousser des régimes qui s'accommodent de la domination néo-coloniale, entraver le mouvement d'émancipation sociale et politique des peuples africains, être la pointe avancée de

« Le député communiste affirme aussi que la « politique d'extension » du gouvernement français vis-à-vis du monde africain est la politique des grandes forces françaises : maintenir ou pousser des régimes qui s'accommodent de la domination néo-coloniale, entraver le mouvement d'émancipation sociale et politique des peuples africains, être la pointe avancée de

LE DIFFÉREND ENTRE LE M.R.G. ET M. HUNT

M. François Masco, député de la région de la Côte d'Ivoire, membre du Mouvement des radicaux de gauche, a évoqué la situation en Côte d'Ivoire. « L'Assemblée nationale, observe-t-il, a été créée dans une situation d'urgence, elle a été créée dans une situation d'urgence ».

« Le député communiste affirme aussi que la « politique d'extension » du gouvernement français vis-à-vis du monde africain est la politique des grandes forces françaises : maintenir ou pousser des régimes qui s'accommodent de la domination néo-coloniale, entraver le mouvement d'émancipation sociale et politique des peuples africains, être la pointe avancée de

MM. CHEVÈNEMENT (S.D.) ET JEAN FRANÇOIS-PONCET polémique

S'adressant à M. GALLEY, M. CHEVÈNEMENT (P.S., Territoire de Belfort) déclare : « Il est plus urgent de faire un long séjour à Bangui que de venir justifier une politique devant les élus du peuple ». Il ajoute : « Il est évident que certains socialistes, notamment à l'Assemblée nationale, ont une vision très limitée de la situation africaine ».

M. MESSMER (R.P.R.) : intervention militaire et échec politique

M. MESSMER (R.P.R., Moselle) évoque la situation qui règne au Sahara occidental et au Maroc. Plus il indique : « Chacun essaie naturellement d'en tirer le meilleur parti de son camp, avec d'autant plus d'espoir de réussir que

Les boutiques
must de Cartier
des 7 et 23 place Vendôme
seront ouvertes
de 10 h à 20 heures
jusqu'au 29 décembre
y compris le dimanche 23

Jean-Louis LEPIGEON Dominique WOLTON
L'INFORMATION DEMAIN
DE LA PRESSE ÉCRITE
AUX NOUVEAUX MÉDIAS
Les transformations :
L'information, les données, les médias.
Les enjeux :
L'avenir de la presse écrite, la fonction de journaliste, le statut du journaliste.
Collection Information et Société n° 8 332 pages
EDITIONS
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, rue Voltaire - 75340 PARIS Cedex 07
En vente en librairie

IF : le P.S. et les « diamants » de Bokassa

À l'occasion de l'annexion réservée aux formations politiques, ce jeudi 20 décembre, sur TF1, à 19 h, le parti socialiste a été le témoin d'un débat à deux journaux, Claude Arnaud (le Courrier du soir) et Dominique Jamet (le Courrier du soir), invités à parler de « l'affaire » des diamants de Bokassa.

M. Jean-Louis Guillaud, président-directeur général de l'IF, a adressé à M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., une lettre de félicitation pour la victoire de Paris, dans laquelle il a exprimé sa confiance et son soutien à ce comité directeur.

« Au début du premier ministre », Raymond Guillaud, secrétaire général de la préfecture de Paris, a évoqué la situation en Côte d'Ivoire, dans laquelle il a exprimé sa confiance et son soutien à ce comité directeur.

Michel Tournier : comment écrire pour les enfants

La mode est au conte. Et les éditions se multiplient. Devant cette avalanche, il est important de garder la tête froide et le sens critique, de se montrer exigeant, de ne pas se laisser abuser par des folles images en couleurs ; et savoir qu'un grand album bien enrubanné il vaut mieux souvent faire lire plusieurs petits livres bon marché qui feront plus d'usage... Et n'oublions pas que les livres qui s'adressent aux enfants peuvent intéresser les adultes, et inversement.

LES MILLE ET UNE NUITS

Même si l'on tient aux publications récentes, le choix est vaste depuis la luxueuse édition grand format jusqu'aux petites « Poche » bon marché, mais tout aussi édifiantes.

● Deux beaux livres-albums sous emboîtage soie qui reprennent l'édition du dix-neuvième siècle, illustrés par les plus grands dessinateurs de l'époque : Foulquier, Worms, Riou, Bertall, Castelli, Doré. Traduction d'Antoine Galland (1704). Gallimard, 418 p. et 360 p., 185 F les deux volumes envi-

- Pour les plus jeunes (à partir de huit ans) existent des contes séparés dans le même traduction de Gelland et avec les mêmes illustrations : Ali Baba, Sindbad et Aledin. Coll. « Folio Junior ». Gellmer. 10 F le volume environ.
- Une dizaine de contes ont été adaptés par André Massepail du manière à les rendre accessibles aux jeunes lecteurs d'aujourd'hui. Malgré les coupes, le charme oriental demeure. Collection « Contes gaie de tous les temps », Garnier, 128 p. Illustrations de Morgan, 35 F environ.

ANDERSEN

« La récitation était pour les enfants, mais les grandes personnes devaient aussi pouvoir l'entendre », écrivait le célèbre conteur danois à propos de ses œuvres, et c'est là qu'il est plus agréable, bien souvent, de lire Andersen dans les éditions pour la jeunesse.

Les éditions habituelles en étaient le plus souvent fragmentaires, mais reprisent la traduction de P.G. Le Coenals (1937) ou Mercure de France, Gallimard-Jeunesse nous donne cette année une édition intégrale en quatre volumes dans la collection 1 000 Soles. Prix : autour de 145 F, sous emballage mais ils peuvent être achetés séparément).

Dans cette édition intégrale, les contes ont été regroupés en quatre thèmes principaux (le merveilleux et le fantastique, l'amour naissant, les humbles et les peuvres, les choses et les êtres qui parlent). Regrettons seulement que cette publication qui devrait constituer un fonds de bibliothèque soit dépourvue d'une table des matières globale ainsi que des dates auxquelles ont été écrits les contes.

Un ensemble de contes danois a été réuni dans un beau, fort, tivre relié, illustrations du Yen' Dargent, Gemier, 424 pages, 117 F environ.

- Le choix des éditions nouvelles est important : pour Poucette, par exemple, on peut choisir entre le style rétro d'Else Seskow (éd. Ruyant,

distribué par Garnier), le style poétique de Marianka Stupica (la Farandole) ou le style résolument féministe de Nicole Cleaveloux (Ed. des femmes).

Dans les petits prix, l'« Ecole des loisirs » et « Folio Junior » offrent des choix de contes en éditions de poche, toutes deux bien traduites et

LES FRÈRES GRIMM

Outre les éditions existantes et les albums, deux éditions de poche : deux tomes à 7 F. Ecole des loisirs, dans la traduction de Max Blichon de 1989 (autour de 11 F le volume) et surtout vingt-sept contes en deux tomes de « Folio Junior » dans la bonne traduction d'Armel Guerna, avec les illustrations exceptionnelles de Maurice Sendak (autour de 11 F le volume). Signalez aussi un album : les Musiciens de la ville de Brême, aux dessins mystérieux et chargés de Méric de Tudor Banus. Rouge et Or, autour de 30 F.

Autres livres du domaine public, les classiques du dix-neuvième siècle — français et étrangers — ont connu de multiples éditions, tronquées ou intégrales, où le pire côtoie le meilleur. Recommandons pièce-mêlée :

● LA BIBLIOTHEQUE ESSENTIELLE GARNIER, très réussie, agréable à lire et fort sérieuse, avec introduction, chronologie, notes, dossier documentaire, couverture cartonnée et quelques illustrations. *Germinal*, Notre-Dame de Paris, Hurlemont (les Hauts de Hurlevient, trad. de Suberbielle, 98 F. env.).

● LES GRANDES ŒUVRES DE HACHETTE, qui, outre l'imégrale de Jules Verne, vient de sortir les *Travailleurs de la mer* de Victor Hugo, *l'Histoire des treize de Balzac*, les *Lettres de mon moulin* et le *Petit Chose* d'Alphonse Daudet (avec les illustrations de la collection « Hatje » de 1899). 40 F environ.

- **LES MILLE SOLEILS OR GALLIMARD**, bien cartonnée et abondamment illustrée pour gros lecteur : David Copperfield (trad. de Pierre Leyris), 1 024 pages, 78 F environ.
- Enfin, toujours chez Gallimard, deux bonnes éditions de contemporains qui sont passées vite au rang des « classiques » : Zola dans le *Mémoires*, bel album avec les illustrations très parigotes de Ro-

ger Biscion. Coll. « Grands textes illustrés », 55 F environ. Et le best-seller de l'année, numéro 100 de la collection « Folio Junior » : *le Petit Prince*, 8 F environ.

Je le dis contre le pens-
sage : les plus hautes sommets de
la littérature mondiale s'ap-
pèsent : les *Contes* de Perrault,
les *Fables* de La Fontaine, *Alice*
au pays des merveilles de
Lewis Carroll, *Le Hôpital*
de Selma Lagerlöf, les *Contes*
de K. Ripling, le *Petit*
Prince, de Saint-Exupéry. Ces
œuvres se signalent par trois
caractéristiques : leur Impérial-
isme, leur érudition, leur érudition
telles qu'elles cessent d'abord.
On s'accorde à les déclarer
"pour enfants". C'est rendre
un très grand hommage aux
enfants à se démettre, avec moi,
de la responsabilité d'écrire
un jeune public que le être est
parvenu. Toute déclamation
le révèle au niveau des seuls ad-
ressés. L'écrivain qui prend
la plume en visant aussi haut
qu'un enfant a une ambition es-
sentielle.

Et y a bien des années que ces carnets de travail en font tout, je m'étais assigné la tâche d'écrire l'histoire inventée et véritable des trois personnages principaux de la comédie italienne : Pierrot, Colombine et Arlequin. Ces personnages primordiaux de la comédie italienne fusion d'un certain extérieur costume, visage, silhouette — et d'un certain caractère psychologique. Pierrot — vêtements blancs et flottants — est un naïf, un timide, un nocturne, un sédentaire. Arlequin — costume coquet fait de losanges multicolores — est un garçon roué, entreprenant, soldat, nomade. Colombine appartient au principe à Pierrot, mais elle se

Les grandes lignes de mon histoire se sont trouvées tracées lorsque, remplaçant les trois personnages dans un cadre villageois et artisanal, j'ai compris que Plietot ne pouvait être que boulanger — farine blanche, travail nocturne, — Arlequin pein-



Vo Un T

CLAUDE LEVI-STRAUSS
Tristes tropiques
JAMES AGEE/
WALKER EVANS
Louons maintenant
les grands hommes
Trois familles de métayers
dans l'Alabama
PIERRE-JAKEZ HELIA
Le Cheval d'argueil
Mémoires d'un Fagotier

JEAN-MALAUURIE
Les Derniers Rois de
Avec les Esquimaux Pol

tre en bâtiment, Colombine blanchisseuse. Colombine, rieuse par la vocation solitaire et nocturne de Plieroz, se laisse « détourner » par Ariquoil, qui la convertit aux couleuvres et fait d'elle une « couleuvre ».

Mais, blanc entendu, Plieroz se venge. Le texte essentiel du récit tient dans la lettre qu'il écrit à Colombine pour l'arracher à Ariquoil :

« Colombine !

« Ne te abandonne pas ! Ne te laisse pas adouber par les couleuvres chimiques et superficielles d'Ariquoil ! Ce sont des tentures tapissées, malodorantes et qui s'écaillent. Mais moi, j'ai mes couleurs ? Surtout, j'ai des couleurs vraies et profondes.

« Ecoute bien ces merveilleux secrets :

« Ma nuit n'est pas noire, elle

est bleu? Et c'est un bleu
qu'on respire. Mon tour n'est
pas noir, il est doré! Et c'est
un or qui se mange. Pour que
je l'ai voulu. Pour que
en outre elle est éphémère, sub-
stantielle, elle sent bon, elle
est chaude, elle nourrit.

- Je l'aime et je l'entends, -
= PIERROT, -

On le voit, à travers les deux
petites pouspées du théâtre ita-
lien, ce sont deux viciolos du
monde qui s'affrontent : le sub-
stance contre la surface, le
mettre contre la forme, l'essen-
ce contre l'accident. De
grands échos retentissent dans
ces puyées porte-parole. C'est
Goethe et Newton séparés sur
le thème des couleurs, c'est

★ **PIERROT OU LES SECRETS DE LA NUIT.** Gallimard, Kavi-rou 33 F.

Un vrai

agez EN **ERRE** *Trente-cinq li*

JACQUES LA
L'Ète grec
Une Grece que
TANCA USH
RICHARD ER
De mémaire
Le vie d'un Sio
voyant et quer
JEAN RECHE
Le Grand Mè
Journal d'un c

WILFRED THOMAS
Le Désert de
Avec les derni
du sud de l'Ar

SEUL

**Christian
Pierrejouan**

MS

"Sadisme masochisme :
la question-clé
du pouvoir et de la jouissance".
Un récit admirable
bouleversant d'authenticité...
Il était logique que l'écriture de
cette expérience fût donnée
en très beau "classique",
comme une cantate de la plus
grande pureté."

Philippe Sollers / Le Nouvel Observateur

oct 1994

JOSEPH GIBERT

25%

DE REMISE
sur les "marques"
(livres neufs)

Du 10-12-79 au 3-1-80

- LA PLÉIADE
Tous les
- DICTIONNAIRES
LAROUSSE
- BANDES DESSINÉES
- ASSIMIL Livres intelligents
- ATLAS de géographie
- MUSICASSETTES

26, BOULEVARD ST-NICOLÉ 661

METRO ODEON - R.R. LUXEMBOURG

AL TOBUS 21-27-38-58-63 - 81-82-84-85-86-87-89

Arrêts: Cluny, Ecoles, Luxembourg

"Tous dimanches, chez les enfants"

Un vrai cadeau...

Voyagez EN PENSÉE avec

Un TERRE HUMAINE

Trente-cinq livres parus, dont :

LAUDE LEVI-STRAUSS
istes tropiques
AMES AGEE /
ALKER EVANS
bons maintenant
s grands hommes
ois familles de metayers
ns l'Alabama
ERRE-JAKEZ HELIAS
Cheval d'argueil
moires d'un Breton
pays bigouden
AN-MALAURIE
s Derniers Rois de Thulé
ec les Esquimaux Païres

JACQUES LACAR
L'Eté grec
Une Grèce quotidienne

TAHCA USHTE /
RICHARD ERDOES
De mémoire indienne
La vie d'un Sioux,
voyant et guerisseur

JEAN RECHER
Le Grand Mâtier
Journal d'un capitaine
de Fécamp

WILFRED THESIG
Le Désert des Dunes
Avec les derniers Bedouins

JOSEF E
La Flamme
Le Shabbat
dans une
C.-F. RA
La Pensée
Essais et
A PARAIT
ANTOIN
Tainau
Le cri d'un
TERR
Collection

ICH
 du Shabbath
 - moment d'éternité -
 mille juive polonaise
 IZ
 remante les fleuves
 flexions
 SYLVERE
 enfant ouvergnat
 HUMAINE
 dirigée par

PLON

"Terre Humaine, la voix profonde des peuples." Jean Guiloineau "MAINTENANT"

"Terre Humaine, parmi les meilleures collections de l'édition française."

isabelle Martin "LE JOURNAL DE GENEVE"

Une mine d'or dans laquelle il faut puiser pour connaître le monde et mieux se connaître "ELLE"

Le Monde

société

Des magistrats et des enseignants du Pas-de-Calais dénoncent le fonctionnement d'un foyer de placement pour garçons

Lévin (Pas-de-Calais). — Depuis plusieurs mois, des enseignants du collège de Rianmont, à Lévin, des jeunes enfants, notamment à Béthune, des professeurs et des éducateurs dénoncent le fonctionnement d'un foyer d'accueil pour garçons de six à dix-huit ans, enlevés à leurs familles par décision judiciaire. On

De notre envoyé spécial

parle, à propos de cet établissement dirigé par un père, le Père Albert Revet, de « sévices », d'« endoctrinement misé- taire » et même de « fascisme ».

Les autorités de tutelle, qui ont multiplié les inspections, hésitent aujourd'hui à avouer l'abandon du foyer de Rianmont en janvier 1980.

Assistés-on à la dénonciation, au cœur d'un pays traditionnellement socialiste, d'un sanctuaire tellement fascinant ? Ou d'agit-il seulement de l'opposition entre deux conceptions pédagogiques ?

mont. L'autonomie était imposée même et ces enfants-là sont plus structurés que beaucoup d'autres qui se retrouvent dans cette même idée dans le rapport adressé en décembre 1978 à la tutelle par le père Revet. Ces enfants de Béthune, à ces principes éducatifs ne permettent pas l'acquisition de l'autonomie nécessaire.

Certes, le Père Revet aime les courtes et les longues de guerre, mais il aime aussi les longues de napoléoniens. Il est hostile à l'avortement et favorable à la peine de mort. Mais de quel droit lui reprocher ?

Plus grave est le fait que des enfants de quatorze ans interrompent les cours pour dire que « M. Revet est un assassin » ou pour dénoncer le communisme et, plus précis, les communistes, sans que dans les commandes de l'année, il y ait la moindre mention de ces enfants. Mais, dans l'ensemble, assez rares, la présence de ces enfants dans l'école n'est pas un problème.

Beaucoup d'enfants, pourtant, manifestent au Père Revet un réel attachement. Ils ont cette confiance, cette confiance de plus en plus rare, qui est le signe d'un bon éducateur. Ils ont cette confiance, cette confiance de plus en plus rare, qui est le signe d'un bon éducateur.

Beaucoup d'enfants, pourtant, manifestent au Père Revet un réel attachement. Ils ont cette confiance, cette confiance de plus en plus rare, qui est le signe d'un bon éducateur. Ils ont cette confiance, cette confiance de plus en plus rare, qui est le signe d'un bon éducateur.

Beaucoup d'enfants, pourtant, manifestent au Père Revet un réel attachement. Ils ont cette confiance, cette confiance de plus en plus rare, qui est le signe d'un bon éducateur. Ils ont cette confiance, cette confiance de plus en plus rare, qui est le signe d'un bon éducateur.

Beaucoup d'enfants, pourtant, manifestent au Père Revet un réel attachement. Ils ont cette confiance, cette confiance de plus en plus rare, qui est le signe d'un bon éducateur. Ils ont cette confiance, cette confiance de plus en plus rare, qui est le signe d'un bon éducateur.

Beaucoup d'enfants, pourtant, manifestent au Père Revet un réel attachement. Ils ont cette confiance, cette confiance de plus en plus rare, qui est le signe d'un bon éducateur. Ils ont cette confiance, cette confiance de plus en plus rare, qui est le signe d'un bon éducateur.

plés les inspections, hésitent aujourd'hui à avouer l'abandon du foyer de Rianmont en janvier 1980.

Assistés-on à la dénonciation, au cœur d'un pays traditionnellement socialiste, d'un sanctuaire tellement fascinant ? Ou d'agit-il seulement de l'opposition entre deux conceptions pédagogiques ?

mont. L'autonomie était imposée même et ces enfants-là sont plus structurés que beaucoup d'autres qui se retrouvent dans cette même idée dans le rapport adressé en décembre 1978 à la tutelle par le père Revet.

Certes, le Père Revet aime les courtes et les longues de guerre, mais il aime aussi les longues de napoléoniens. Il est hostile à l'avortement et favorable à la peine de mort.

Plus grave est le fait que des enfants de quatorze ans interrompent les cours pour dire que « M. Revet est un assassin » ou pour dénoncer le communisme et, plus précis, les communistes, sans que dans les commandes de l'année, il y ait la moindre mention de ces enfants.

Beaucoup d'enfants, pourtant, manifestent au Père Revet un réel attachement. Ils ont cette confiance, cette confiance de plus en plus rare, qui est le signe d'un bon éducateur.

Beaucoup d'enfants, pourtant, manifestent au Père Revet un réel attachement. Ils ont cette confiance, cette confiance de plus en plus rare, qui est le signe d'un bon éducateur.

Beaucoup d'enfants, pourtant, manifestent au Père Revet un réel attachement. Ils ont cette confiance, cette confiance de plus en plus rare, qui est le signe d'un bon éducateur.

Beaucoup d'enfants, pourtant, manifestent au Père Revet un réel attachement. Ils ont cette confiance, cette confiance de plus en plus rare, qui est le signe d'un bon éducateur.

Beaucoup d'enfants, pourtant, manifestent au Père Revet un réel attachement. Ils ont cette confiance, cette confiance de plus en plus rare, qui est le signe d'un bon éducateur.

Beaucoup d'enfants, pourtant, manifestent au Père Revet un réel attachement. Ils ont cette confiance, cette confiance de plus en plus rare, qui est le signe d'un bon éducateur.

Beaucoup d'enfants, pourtant, manifestent au Père Revet un réel attachement. Ils ont cette confiance, cette confiance de plus en plus rare, qui est le signe d'un bon éducateur.

La création d'une association pour la peine de mort

« On ne pleurera pas un assassin »

« Pas Français moyens, mais honnêtes hommes », M. Serge Piret et Maurice Pichot, qui se dévouent ainsi, viennent de fonder en Bourgogne l'association pour la peine de mort.

Comme un chien ? On peut oser un chien qu'on ne peut pas, tandis qu'un assassin on ne le pleurera pas.

Tout est prévu. M. Piret et Pichot ont tout prévu. « Nous ne rendrons pas le mort à sa famille. Les yeux serviront pour les non-voyants ; les reins à des personnes sans reins ; le cœur, ce n'est pas au point, mais on en essayera de le transplanter. Les restes ira à la cuisine de médecine ».

On m'a reproché l'absence, ajoute M. Piret, mais elle n'a pas été prévue. C'est comme un membre gangréné qu'il faut couper. Autant que ce soit un membre.

Il est tout le caduc. L'association a été créée, après la garde des corps, mais nous ne pouvons pas rendre les corps aux familles. Les corps sont gardés pendant 70 jours par jour. Il faut donc que l'exécution soit faite par la justice, car on ne peut pas faire l'exécution sans la justice.

On ne peut pas faire l'exécution sans la justice. On ne peut pas faire l'exécution sans la justice. On ne peut pas faire l'exécution sans la justice.

On ne peut pas faire l'exécution sans la justice. On ne peut pas faire l'exécution sans la justice. On ne peut pas faire l'exécution sans la justice.

On ne peut pas faire l'exécution sans la justice. On ne peut pas faire l'exécution sans la justice. On ne peut pas faire l'exécution sans la justice.

On ne peut pas faire l'exécution sans la justice. On ne peut pas faire l'exécution sans la justice. On ne peut pas faire l'exécution sans la justice.

On ne peut pas faire l'exécution sans la justice. On ne peut pas faire l'exécution sans la justice. On ne peut pas faire l'exécution sans la justice.

On ne peut pas faire l'exécution sans la justice. On ne peut pas faire l'exécution sans la justice. On ne peut pas faire l'exécution sans la justice.

On ne peut pas faire l'exécution sans la justice. On ne peut pas faire l'exécution sans la justice. On ne peut pas faire l'exécution sans la justice.

On ne peut pas faire l'exécution sans la justice. On ne peut pas faire l'exécution sans la justice. On ne peut pas faire l'exécution sans la justice.

EDUCATION

M. Beullac réorganise l'inspection générale

M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale.

M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale.

M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale.

M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale.

M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale.

M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale.

M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale.

M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale.

M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale.

M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale.

M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale.

M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale.

M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale.

M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale. M. Beullac réorganise l'inspection générale.

ENVIRONNEMENT

UN BILAN DE L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE

La protection du littoral du Nord reste mal assurée

De notre correspondant

Lille. — Il devient de plus en plus urgent de créer un centre régional d'étude de la mer regroupant sur le littoral de la Manche et de la mer du Nord des moyens de l'institut scientifique des pêches, des laboratoires de biologie de Wimereux et de l'institut Pasteur. Telle est l'une des conclusions du bilan que vient de publier l'agence de l'eau Artois-Picardie. Un tel projet serait sans doute encouragé par l'établissement public régional.

En effet, et on commence à comprendre et à maîtriser les phénomènes de pollution dans les cours d'eau, en mer l'ignorance redouble. C'est pourquoi l'agence Artois-Picardie avait lancé au cours des trois dernières années un programme d'étude des produits toxiques rejetés au large, et cela avec la participation des collectivités locales de Calais, de Dunkerque et de Picardie, ainsi que celle des laboratoires locaux.

Il s'agissait de déterminer l'importance de la pollution provoquée par l'un de plus que les déchets chimiques. On voulait encore évaluer les rejets toxiques des industries. S'il y a un peu de risque qu'une substance empêche la mer (comme elle le fait dans une rivière), l'accumulation à long terme dans les organismes marins est possible. Les études et mesures faites jusqu'à ce jour ne permettent pas de savoir ce que deviennent les produits toxiques en mer», affirme un rapport du Centre national d'exploitation de l'océan (CNEO).

Malgré les sommes investies en Artois-Picardie — plusieurs mil-

lions de francs — on n'en sait guère plus aujourd'hui. Les analyses d'eau de mer, de sédiments, de poissons et de la faune marine en général sont pratiquement inutilisables parce que trop fractionnées.

Même incertitude en ce qui concerne la pollution microbienne des plages. Certes, depuis trois ans, on a interdit les baignades sur certaines plages et particulièrement sur celle du Crotoy en 1978. L'affaire a fait grand bruit. Afin de tenter de mesurer la pollution bactériologique des plages, l'agence a mis en place à partir de l'été-les-Saints (Somme) à la frontière belge, un réseau de surveillance systématique. Toutes les plages sont contrôlées plusieurs fois par mois. Ces mesures ont permis de dresser une « carte de la qualité microbienne des plages ». Mais quelle est la valeur de ces tests ? Comment apprécier réellement les risques de baignade ?

Pour en savoir davantage, il faudrait engager une étude épidémiologique qui consisterait à surveiller la santé de quelques milliers de baigneurs éprouvés dans tout le pays après un séjour dans une station de bord de mer. L'agence Artois-Picardie souhaite que cette investigation soit lancée à la fois par le ministère de la santé et de la sécurité sociale et celui de l'environnement et du cadre de vie.

Elle demande un programme de travaux sur la pollution chimique de la mer. Selon son responsable, M. Jacques Verrier, « si l'on se réfère à la loi de 1971 relative à la pêche, l'agence a déjà obtenu que le CNEO lance un programme d'étude sur les métaux des poissons. Dix-huit contrats ont été passés avec trois laboratoires pour une somme totale de 3 millions de francs. Un début modeste mais encourageant ».

GEORGES SUEUR.

La lutte contre les inondations

Les élus du Val de Loire protestent contre la lourdeur des redevances demandées aux riverains du fleuve

De notre correspondant

Orléans. — Le recouvrement de la redevance perçue sur les riverains de la Loire pour lutter contre les crues du fleuve, soulevé des difficultés qui ont été évoquées lors d'une réunion du Comité de bassin Loire-Bretagne, à Orléans, le 17 décembre.

Cette redevance a été instituée l'an passé (le Monde du 14 juillet 1978) par le Comité de bassin, afin de compléter le financement du barrage de Villeneuve (Loire). Ce premier grand ouvrage en cours de construction est destiné à écarter les crues du fleuve. Sa facture ne cesse d'augmenter : de 180 millions de francs en 1978, son coût, sous-estimé au départ, est passé aujourd'hui à plus de 400 millions de francs.

La participation de l'Etat, qui était fortement engagée (70 %) et les contributions des usagers de l'eau, versées à l'agence de bassin (dont l'É.D.P., qui a besoin de Villeneuve pour sauver un débit régulier à ses centrales nucléaires), qui devaient fournir les 30 % restants de la note à régler, étant insuffisants, il a fallu faire appel aux principaux intéressés : les « inondables ».

Mais instituer une redevance n'est pas une chose facile et le recouvrement initialement prévu dès 1978 a dû être reporté à 1980. La redevance est basée sur le revenu cadastral des propriétés bâties, mais ses frais de perception sont énormes : 4 millions de francs pour une redevance annuelle de 1 million de francs perçus auprès de quarante mille inondables. L'Agence de bassin s'est alors tournée vers les conseils généraux des départements concernés, pour leur demander de racheter la redevance et de la percevoir directement. Après s'être fait tirer l'oreille, les départements, un par un, ont fini par

accepter et commencer par les deux départements les plus exposés aux ravages des inondations, dans les plus asseintes à la nouvelle redevance (4 millions de francs annuellement), le Loiret et l'Indre-et-Loire. Il est vrai qu'à Orléans et à Tours, on a construit bien imprudemment dans les zones inondables.

Pourtant, les élus grognent et ils ont quelques raisons de protester contre ces nouvelles charges, même si depuis des dizaines d'années ils réclament inlassablement que les riverains soient enfin protégés. Ils plaident déjà la réflexion des digues du barrage ne doit pas faire passer au second plan, émettent, les inondés, que sera la participation de l'Etat dans la poursuite du programme de construction des barrages d'entretien. L'Etat ne se montrera certainement pas aussi généreux qu'à Villeneuve. C'est pour cela que les élus attendent avec impatience les propositions de M. Chapon, vice-président du conseil général des ponts et chaussées, récemment chargé par M. d'Ornano d'une mission sur l'aménagement de la Loire. Réponses : au début de l'année prochaine.

RÉGIS GUYOTAT.

Plainte contre X... pour la pollution de l'Yverre. — Le président du syndicat intercommunal d'aménagement de la vallée de l'Yverre a porté plainte contre X... à la suite de la pollution de la rivière déclenchée le 21 novembre dernier dans la région de Brié-Comble-Robert (Seine-et-Marne) par un pesticide couramment employé par les industriels et les agriculteurs.

TRANSPORTS

AU CONSEIL D'ÉTAT

La fermeture en mars 1975 du port de Sète aux navires pinardiers

Au printemps 1975, le Midi viticole français connaissait une grave crise économique et sociale liée à la mauvaise récolte de 1974 et 1975. Les importations de vins étrangers venant aggraver, pour les viticulteurs français, les conséquences de cette surproduction.

C'est dans ce contexte que, pour éviter les désordres qu'envisageaient à provoquer le déchargement, dans le port de Sète, de navires transportant du vin destinés aux consommateurs français, le préfet de l'Hérault, dans le cadre de ce port aux navires-citernes de toutes nationalités et de toutes provenances, mesure qui ne fut levée que le 20 avril 1975. Ainsi, un navire italien, arrivé en rade de Sète le 21 mars 1975, avec à son bord 5 185 hectolitres de vin, se vit refuser l'entrée au port par les autorités maritimes, puis repassa dans quelques jours plus tard, sans qu'il ait pu être procédé aux opérations de déchargement.

Le S.A.R.L. Le fils de Henri Ramel, propriétaire de la cargaison, demanda la condamnation de l'Etat à l'indemnisation du préjudice que lui avait causé cette mesure de fermeture du port de Sète.

Par une décision du 7 décembre, rendue sur le rapport de M. Tullier et les conclusions de M. Geyvois, après observations de M. Geyvois, le Conseil d'Etat a admis le principe de cette responsabilité, en jugeant que si la mesure de police prise par le préfet de l'Hérault était légitime, elle n'était pas excessive, compte tenu des dangers que les navires-citernes présentaient un caractère anormal et spécial justifiant leur réparation par l'Etat, même en l'absence de faute de sa part.

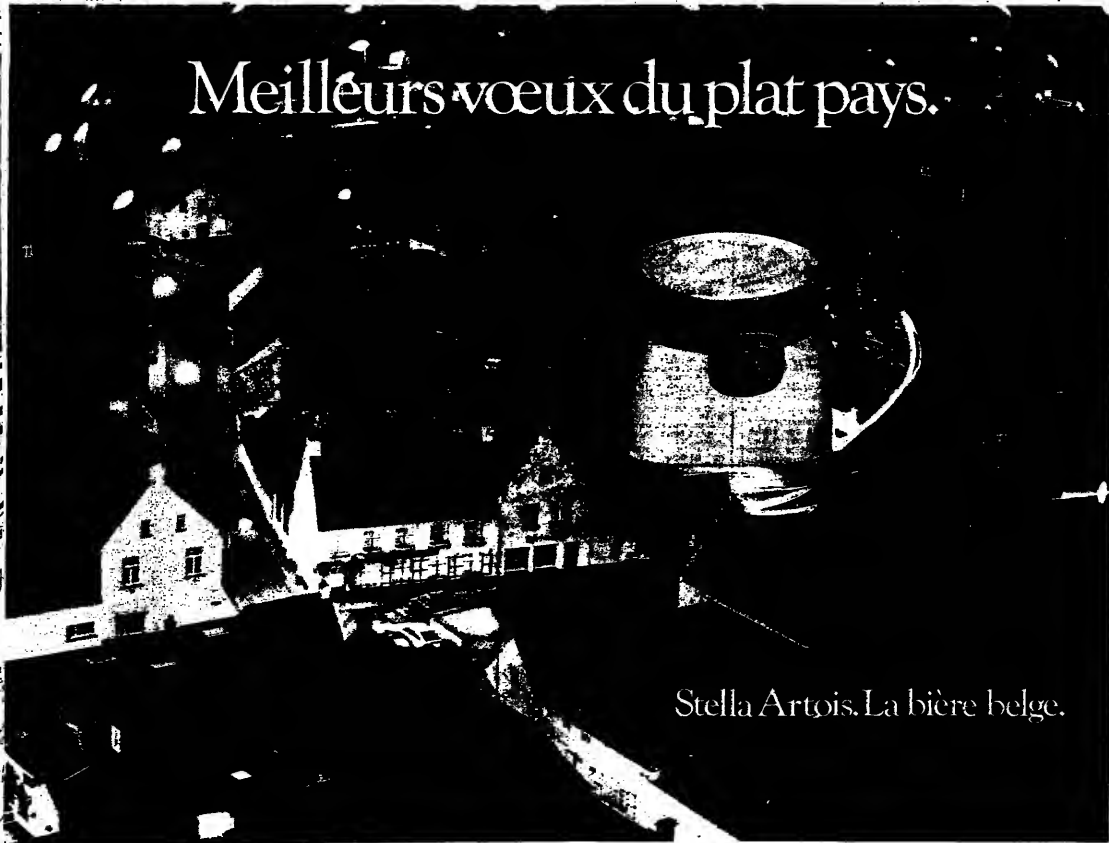
Pour écarter toute faute de l'Etat, le Conseil d'Etat a en effet estimé que « eu égard à l'ampleur du mouvement de protestation provoqué chez les viticulteurs du

Midi par la mauvaise récolte de 1974 et de 1975, les restrictions apportées par le préfet de l'Hérault à l'usage normal du port de Sète étaient justifiées par la nécessité de l'ordre public ». En outre, « bien qu'il s'agisse en fait de faire obstacle à des livraisons de vin qui, pour certaines d'entre elles, provenaient d'Etats membres de la C.E.E., ces restrictions sont au nombre de celles qui, en raison de leur objet, sont expressément autorisées par les stipulations claires de l'article 85 du traité instituant la Communauté ». Cet article permet en effet aux Etats membres de prendre les mesures d'interdiction ou de restriction d'importations qui seraient justifiées par des raisons d'ordre public.

Anormal

Le Conseil d'Etat relève toutefois, pour admettre en définitive le principe de l'indemnisation, que « les dommages causés par les propriétaires des cargaisons, du fait de l'impossibilité de prendre livraison dans le port de Sète, ne seraient pas regardés comme une charge qui leur incomberait normalement ». De plus, en l'absence, notamment, de toute mise en garde des pouvoirs publics, ces propriétaires ne se sont pas sciemment exposés au risque de voir interdire l'entrée de leurs cargaisons dans le port de Sète, ce qui aurait pu atténuer la responsabilité de l'Etat. Anormal, le préjudice subi était également spécial, puisqu'un quintaine de navires, seulement, avaient été bloqués à l'entrée du port pendant la durée de sa fermeture. Selon une jurisprudence traditionnelle, cette rupture de l'égalité des chances devant les charges publiques engageait la responsabilité de l'Etat à l'égard de la S.A.R.L. Les fils de Henri Ramel.

Meilleurs vœux du plat pays.



Stella Artois. La bière belge.

A.B. - PHOTO GUYARD

